



Isabelle Milbert et Yvonne Preiswerk (dir.)

Femmes, villes et environnement

Graduate Institute Publications

Les activités féminines dans l'environnement urbain

Emmanuel Ndione

DOI : 10.4000/books.iheid.5598

Éditeur : Graduate Institute Publications

Lieu d'édition : Genève

Année d'édition : 1995

Date de mise en ligne : 5 juillet 2016

Collection : Genre et développement. Rencontres

EAN électronique : 9782940503728



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

NDIONE, Emmanuel. *Les activités féminines dans l'environnement urbain* In : *Femmes, villes et environnement* [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications, 1995 (généré le 05 octobre 2023).

Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheid/5598>>. ISBN : 9782940503728. DOI :

<https://doi.org/10.4000/books.iheid.5598>.

Le texte seul est utilisable sous licence . Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

LES ACTIVITES FEMININES DANS L'ENVIRONNEMENT URBAIN

EMMANUEL NDIONE

HISTORIQUE

Dans notre institution (voir annexe), notre analyse a été de privilégier l'action en faveur des femmes, essentiellement à travers l'organisation familiale et, dans ce cadre, la maternité. Nos actions par rapport à la maternité ont comme objectif essentiel d'appuyer ces fonctions sociales à travers des interventions touchant l'économie familiale, le suivi de la croissance pondérale de l'enfant, la récupération nutritionnelle.

Disons tout de suite que nous avons projeté sur le fonctionnement familial nos propres clivages parce que nous nous sommes déterminés à partir d'une fonction et non de l'ensemble des fonctions jouées par les femmes au sein de la famille et dans le quartier.

Ces actions n'ont pas nécessairement abouti parce que l'objectif attendu consistait essentiellement à créer un trait d'union entre les femmes organisées dans les quartiers et les services officiels de santé, à travers la mise en place d'un réseau d'auxiliaires de santé. Ces auxiliaires devaient assurer à terme, par le bénéfice du transfert des fonctions qui étaient les nôtres, le suivi des actions au niveau du quartier et assurer la liaison avec les postes de santé.

Conscients des limites de cette action, nous avons cherché à greffer aux activités de santé des projets générateurs de revenus. C'est un moyen d'intéresser la femme car, dans les quartiers populaires, c'est elle qui est au centre de la gestion de la famille. L'homme part toute la journée à la chasse et ne revient que dans la soirée. Quel que soit "le gibier" qu'il rapporte ou ne rapporte pas, la responsabilité concrète de l'entretien du foyer incombe totalement à la femme.

Nous nous sommes donc naturellement intéressés à ces activités et nous avons engagé des actions devant générer des revenus et développer une autonomie personnelle et familiale. Tout l'argent dont nous disposions avait pour but d'aider les femmes à mettre en place des activités économiques. Pour réussir, il nous fallait aider les femmes à prendre en compte une logique économique et comptable. L'assimilation des techniques comptables était vite apparue comme une nécessité.

Parallèlement, nous avons créé des systèmes institutionnels parce que les systèmes organisationnels locaux nous paraissaient fonctionner de façon moralement inacceptable. La position centrale de la présidente qui transposait dans le groupe sa fonction sociale nous gênait beaucoup. Cette présidente n'avait pas intégré la "culture démocratique". Elle était et voulait rester l'aînée sociale. Ses partenaires n'attendaient rien d'autre que cela.

Nous avons marqué notre réticence à appuyer cette fonction sociale, ce qui nous a amenés à détourner notre attention des associations en place et à encourager la constitution de nouvelles associations, plus aptes à assimiler "la culture du développement".

En mettant les femmes en condition d'appliquer des techniques comptables et de fonctionner dans de nouveaux "enclos" sociaux, nous avons largement contribué à leur déstabilisation et favorisé l'insécurité de la famille. Rompre avec leur stratégie de polyactivités et se consacrer à une seule activité impliquait" pour les femmes de renoncer aux "socialités" coutumières.

Nous nous sommes rendu compte qu'à notre stratégie soi-disant d'autonomisation s'opposait celle des femmes qui consistait à développer des démarches de rattachement. Ce qui les intéressait dans leur rapport avec nous, c'était moins l'activité économique que l'opportunité d'une alliance avec chacun de nous et avec notre institution.

L'APPUI AUX ORGANISATIONS EXISTANTES

Dans un deuxième temps, au lieu de faire de la création institutionnelle, il nous a semblé plus important de légitimer les organisations existantes et de les appuyer. Cela supposait un autre pari: il fallait accepter le système de fonctionnement interne des groupes déjà existants. La mère et/ou la présidente n'étaient pas simplement celles qui devaient gérer une activité selon des principes démocratiques et égalitaires. La mère – ou la présidente – est l'aînée sociale accumulative et redistributrice. Son groupe c'est sa famille, les membres ses cadets. Dès lors l'important est de renforcer le système d'accumulation, de circulation de ressources et d'extension des réseaux relationnels. A l'opposé de notre démarche favorisant l'immobilisation d'importantes sommes d'argent et la mise hors des circuits sociaux, les femmes cherchent à accroître la vitesse et l'aire de circulation des ressources financières, relationnelles... Pour elles, la sécurité passe par la mise en perspective de toutes les ressources disponibles.

Une fois que cette démarche a été mise en évidence, ce qui nous paraissait essentiel ce n'était plus d'encourager un type d'activité quelconque mais d'appuyer la fonction de la circulation de l'argent, des ressources en nature, des relations humaines, favoriser des placements diversifiés en terme d'activités, de relations sociales. L'extension du réseau de relations est à la base de la sécurité recherchée par tous. Il ne s'agit plus d'autonomie isolée mais "d'allonomie", c'est-à-dire d'une autonomie fondée sur une relation de réciprocité.

On s'est ainsi mis en condition de rendre l'argent disponible pour une multiplicité de placements de toute nature, dans des domaines jadis sans lien aucun, l'économique, le sacrificiel. Beaucoup de personnes qui ont emprunté de l'argent ont financé des actes sacrificiels parce que leur rattachement aux forces divines et la recherche de complicité avec diverses composantes connues pour leurs vertus valorisantes pour l'environnement étaient devenus une condition de réussite de toute activité ou entreprise humaine. Lorsque les femmes entreprennent une activité de commerce, par exemple, elles placent dans leur étal des petits citrons qui ont pour fonction de valoriser la marchandise aux yeux de la clientèle.

Forts de tous ces enseignements, nous avons décidé d'encourager les activités initiées par les femmes elles-mêmes. Le décloisonnement des activités et des groupes identifiés a permis de dégager d'importantes sommes d'argent apportées par les différents sociétaires.

LA VALORISATION DES ACTIVITÉS FÉMININES

Désormais les tiroirs ne sont plus étanches puisqu'un facteur économique comme l'argent peut financer une activité sacrificielle. Libérées de toute conditionnalité, les femmes sont devenues plus dynamiques et plus créatrices. Des réseaux d'échange se sont mis en place permettant la diffusion de toutes les expériences et la valorisation des expertises populaires féminines.

L'action sociale n'est donc plus le monopole d'organisations masculines et différentes questions touchant tout ou partie de la communauté sont traitées entre femmes. Un centre d'expertise populaire féminine a été créé et permet la mobilisation réciproque des compétences et la prise en charge des questions liées à la valorisation du point de vue féminin.

Mais, pour en arriver là, il faut modifier nos fonctionnements institutionnels. Il nous paraît capital de réfléchir sur notre rôle et sur les discriminations et les hiérarchisations entre les points de vue masculins et féminins. Les lieux attribués ou réservés aux femmes et socialement reconnus ou admis par toutes et tous sont toujours définis en termes inessentiels ou périphériques.

Désormais, l'angle de lecture femme constitue pour nous une perspective de groupe social dont la prise en compte est indispensable pour notre société. Il faut donc que notre action puisse aider les femmes à s'assumer pleinement comme sujets historiques pour elles-mêmes, pour leur quartier, pour leur village...

comme c'est le cas pour de nombreuses employées de maison vis-à-vis de leur groupe ou communauté villageoise où elles se rendent régulièrement pour mener des actions.

ANNEXE

HISTORIQUE DE L'ORGANISATION ENDA/TM

ENDA/TIERS MONDE (Environnement et Développement du Tiers Monde) est une organisation à caractère associatif et à but non lucratif.

ENDA a fonctionné à partir de 1972, notamment avec l'appui du PNUE, comme programme de formation pour l'environnement, est devenu une association en novembre 1977, s'est transformé en juin 1978, à la suite d'une convention d'établissement signée avec la République du Sénégal, en une organisation internationale dont le siège est à Dakar.

ENDA/TM est l'un des tous premiers groupes qui, en Afrique, ont tracé très tôt la relation Environnement/Développement et parlé d'écosystème dans la perspective de la construction du futur.

DESCRIPTION DES ORIENTATIONS ET DES ACTIVITÉS ENDA

Les objectifs entre autres

- appuyer la recherche ainsi que les types de formation qui permettront de parvenir à un développement alternatif;

- contribuer à l'engagement des intellectuels et des cadres dans la définition et la mise en oeuvre d'un développement au service du plus grand nombre.

Les méthodes de travail entre autres

En s'inspirant des actions de développement des groupes de base et de la lutte des peuples du Tiers Monde, ENDA recherche en permanence une méthodologie qui puisse satisfaire leurs besoins et leurs désirs d'indépendance:

- maintien d'un lien étroit entre action, réflexion et formation;
- échanges intensifs d'expérience et de techniques entre les différentes régions du Tiers Monde. ENDA, avec de nombreux partenaires, anime ainsi un réseau d'échanges et de réflexion dans l'ensemble du Tiers Monde. ENDA envisage une auto-planification des groupes de base en liaison avec des organisations régionales, nationales et internationales de développement.

Les axes de travail prioritaire d'ENDA

- repérage et réduction des disparités socio-spaciales, notamment des inégalités entre régions et à l'intérieur de celles-ci, ainsi que dans les milieux urbains;
- développement de la communication au niveau des groupes de base: relance des échanges dans les quartiers et villages, transmission des acquis culturels et des expériences, concertation sur les actions à entreprendre;
- aide aux peuples culturellement les plus menacés: transformation de la perception qu'en ont les autres peuples et appui à un développement qui respecte leur originalité; combat pour les droits des peuples et de l'Homme.

QU'EST-CE QUE ENDA GRAF/SAHEL?

ENDA GRAF/Sahel et Afrique de l'Ouest (Groupes Recherche-Action-Formation) est une antenne, dotée d'une autonomie juridique, de l'organisation internationale ENDA/Tiers Monde.

ENDA GRAF/SAHEL développe une méthodologie dénommée recherche-action-formation qui a pour but de renforcer les démarches populaires et de permettre aux populations d'améliorer l'analyse qu'elles font des situations, de rechercher des solutions appropriées, de mobiliser d'abord leurs propres ressources pour l'action, de négocier ou de rechercher les moyens de réaliser des actions, de s'organiser pour l'action, d'évaluer leur propre démarche et leurs résultats.

C'est ce processus qui est formateur. *La recherche paysanne et populaire est au ras du sol* et utilise essentiellement les moyens de communication et de langage des populations.

ENDA GRAF/SAHEL couvre les régions du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et poursuit des objectifs à plusieurs niveaux qui sont:

- appuyer les démarches d'appropriation par les populations;
- favoriser l'émergence d'une expertise populaire et faciliter son emploi et son extension;
- mettre en relation les "groupes innovateurs" et les "experts" urbains ou ruraux en Afrique et entre l'Afrique et d'autres tiers-mondes, notamment l'Amérique latine, l'Asie et les Caraïbes;
- favoriser la mise en place de réseaux d'experts populaires et renforcer leurs pouvoirs de négociation et d'action.

Des démarches privilégient trois dispositifs de communication interactifs :

La Recherche comme outil d'évaluation permettant aux projets d'améliorer leur approche des situations et l'appropriation des objectifs visés par les populations ; analyse et évaluation des pratiques par les intéressé(e)s eux-(elles)mêmes ; identification des personnes-ressources en vue de valoriser leurs capacités de recherche ; échanges à partir d'évaluations d'actions, de confrontations d'expériences, de consultations réciproques ; expérimentation des solutions dans l'aménagement des terroirs et la gestion de l'environnement rural et urbain.

L'Action comme dispositif d'expérimentation des hypothèses de la recherche : actions de revalorisation de l'environnement dans les terroirs (reboisement, lutte contre l'érosion, aménagement des bas-fonds...) ; caisses d'associations populaires et villageoises pour financer des micro-réalisations productives ; aménagements hydro-agricoles ; appui méthodologique à diverses actions menées par les populations ; appui financier et technique à des projets.

La Formation à partir de dispositifs de communication horizontale favorisant les auto-apprentissages ; formation de paysan(ne)s à des pratiques nouvelles (embouche-fertilité, production de plants...) ; formation d'animateur(trice)s pour appui à l'auto-formation villageoise ; formation des cadres à une approche globale concrète de la gestion des terroirs ; formation des responsables de projets à l'évaluation de leurs approches en vue d'améliorer l'appropriation des objectifs par les populations ; appui à la formation et à l'auto-formation de forgerons et menuisiers ; actions de formation négociées à la demande des partenaires en fonction de l'évaluation des situations ; systématisation de la démarche recherche-action-formation par la formation de facilitateur(trice)s populaires ; préparations de manuels et de publications pour la diffusion d'outils visant la mise en oeuvre de la recherche-action-formation.

Les objectifs de rapprochement et de facilitation de la coopération entre les peuples et, à l'intérieur de chaque peuple, entre des groupes à sensibilités différentes et diversifiées dans la *solidarité complémentaire*, que se fixe et concrétise ENDA/GRAF/SAHEL ont rendu aisé l'amour de communauté de perspectives, qui le lie à ECECA et en fait sa "fille naturelle".